



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate: 23 juin 2013

LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE LA PUBLICATION DU RAPPORT FINAL DE LA COMMISSION MORELAND EXPOSANT LES FAUTES ET LES ASPECTS TROUBLANTS DE LA CONDUITE DE LIPA ET PROPOSANT DES REFORMES EN PROFONDEUR DES SERVICES PUBLICS

La commission renvoie l'enquête sur LIPA devant les procureurs fédéraux

Le Gouverneur de l'État de New York M. Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui la publication d'un rapport final de la Commission Moreland sur la préparation et la réponse des services publics aux tempêtes. La Commission a été chargée par le Gouverneur Cuomo en novembre 2012 d'enquêter et d'examiner la réponse des sociétés de services publics de l'Etat de New York aux récentes tempêtes qui ont eu d'énormes répercussions sur l'Etat, et la pertinence de la surveillance réglementaire des services publics, ainsi que de réviser les fonctions de l'autorité et de l'agence de l'énergie de l'Etat. Le rapport publié aujourd'hui reflète les résultats de la première Commission Moreland du Gouverneur Cuomo, alors que celui-ci s'apprête à en constituer une deuxième pour enquêter sur la corruption et l'influence de l'argent en politique au gouvernement d'Etat.

La Commission a effectué une série de découvertes surprenantes concernant l'utilisation de consultants par l'Autorité de l'Energie de Long Island (LIPA). Entre 2008 et 2011, la LIPA a payé plus de 64,8 millions de dollars de contrats pour des consultants extérieurs, dont 28 millions de dollars ont été payés à Navigant Consulting, Inc. La révision des factures entre 2007 et 2013 par la Commission a montré une implication profonde de Navigant dans pratiquement tous les aspects des affaires de LIPA - et le coût extraordinaire de Navigant pour les usagers. Le rapport de la Commission a révélé des questions de facturation très douteuses, des remboursements de dépenses exorbitantes et non liées au travail, et une pratique troublante de porte tournante entre le personnel de Navigant et de LIPA qui pourrait violer la loi sur l'éthique de l'Etat. Les résultats de la Commission concernant les relations entre LIPA et Navigant ont été renvoyés devant les procureurs fédéraux pour complément d'enquête et des poursuites judiciaires éventuelles s'ils le jugent approprié.

Le rapport de la Commission s'appuie sur une révision préliminaire dans son rapport intermédiaire des programmes et actions d'efficacité énergétique de l'Etat, et examine les difficultés associées à la gestion des coûts d'investissement dans les infrastructures. De plus, le rapport identifie des lacunes

French

règlementaires et propose des mesures pour renforcer la représentation des intérêts des consommateurs de l'Etat via un bureau officiel de défense des consommateurs.

L'enquête de la Commission Moreland sur les services publics détenus par des investisseurs de l'Etat de New York a révélé des problèmes systémiques au sein de l'industrie, dont des inefficacités, une désorganisation, et un manque de planification. Le rapport présente une série de recommandations spécifiques aux services publics à l'échelle de l'industrie, visant à améliorer les problèmes identifiés. Le rapport final est consultable [here](#).

« L'Ouragan Sandy a mis en évidence l'incompétence et la réponse inacceptable des sociétés de service public de l'électricité dans tout le sud de l'Etat de New York, durant l'une des périodes de plus grande vulnérabilité de l'Etat. J'ai constitué une Commission Moreland pour enquêter, réformer ces services publics, rétablir la confiance des usagers dans le réseau, et réformer la réponse et la préparation aux tempêtes des services publics », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « La Commission a réalisé un travail extraordinaire, en menant une enquête approfondie sur tous les aspects des opérations et de la gestion des services publics. Les résultats publiés aujourd'hui soulèvent une série de questions concernant la gestion d'un contrat de consultant par LIPA qui a répercuté des coûts inexplicables sur les usagers et impliqué des dépenses exorbitantes qui semblent ne rien à voir avec la fourniture d'énergie aux résidents de Long Island. J'ai demandé à la Commission une deuxième enquête complète et approfondie par un organe des poursuites judiciaires. Je remercie les membres honorables de la Commission, le Directeur exécutif Regina Calcaterra et le personnel de la Commission pour leur dévouement et leur engagement. »

Robert Abrams, Co-Président de la Commission Moreland, a déclaré : « La mise en oeuvre des recommandations de la Commission créera l'opportunité d'un renforcement du filet de sécurité pour les New Yorkais en cas de futures tempêtes, assurera une meilleure protection des consommateurs pour les usagers des services publics qui ont été historiquement désavantagés par un manque de règles du jeu équitables et traduira en justice ceux qui ont transgressé et violé les lois sur l'éthique de l'Etat de New York. »

Benjamin Lawskey, Co-Président de la Commission Moreland, a déclaré : « Les problèmes que la Commission a mis en évidence chez LIPA sont extrêmement troublants et certains doivent faire l'objet d'un complément d'enquête par des procureurs chargés de poursuites pénales. Notre enquête approfondie a révélé des gaspillages stupéfiants et des inefficacités chez LIPA qui ont fait augmenter les tarifs pour les familles de Long Island. Une culture de porte tournante et un manque de surveillance ont frappé les usagers avec une facture de dépenses contestables, excessives, qui doivent faire l'objet d'une révision par des procureurs. La Commission s'est chargée de la mission que lui a confiée le Gouverneur Cuomo avec le plus grand sérieux. Le rapport final présente avec force détails les nombreuses défaillances que nous avons mises en évidence dans les réponses des services publics aux récentes tempêtes de l'Etat de New York. Le rapport et ses recommandations visent à assurer que les services publics sont mieux préparés pour les événements futurs de climat extrême, pour que les familles de l'Etat de New York soient mieux protégées. »

French

Les membres de la Commission comprennent :

Co-Président Robert Abrams, ancien Procureur Général de l'État de New York

Co-Président Benjamin Lawsky, Superintendant du Département des Services financiers

Peter Bradford, ancien Président de la Commission des Services publics

Tony Collins, Président de l'Université Clarkson

John Dyson, ancien Président de l'Autorité de l'Energie de l'Etat de New York

Révérend Floyd Flake, pasteur senior de la Greater Allen African Methodist Episcopal Cathedral

Mark Green, ancien défenseur du bien public de la Ville de New York

Joanie Mahoney, Directrice du Comté d'Onondaga

Kathleen Rice, Procureur de District du Comté de Nassau

Dan Tishman, Vice-Président d'AECOM Technology Corporation et Président Directeur Général de Tishman Construction Corporation

Résumé des résultats LIPA

1. Problèmes avec la facturation des Navigant Consultant

Tarifs horaires et heures facturables anormalement élevés : La plupart des 52-64 consultants Navigant en mission chez LIPA sont consultants senior, avec des tarifs horaires facturés à LIPA allant de 300 \$ à 500 \$, hors frais. Le tarif facturable élevé combiné à cinq consultants Navigant facturant plus de 1 800 heures par an avec une facture d'au moins 3 500 heures en une seule année ont engendré des dépenses astronomiques pour LIPA.

Descriptions inadéquates des services rendus : Des consultants Navigant ont facturé leurs heures sans une description claire des services rendus. Sans une telle description, il est impossible pour les chefs de service de vérifier si les heures facturées correspondent bien aux prestations.

Méthodologie obscure d'attribution des fonds : La méthodologie employée par LIPA pour attribuer les fonds dans le cadre du contrat approuvé de 23 millions de dollars avec Navigant n'est pas claire. Navigant soumet de manière routinière des propositions pour aider LIPA à réaliser des projets faisant l'objet de diverses missions. La mission de Navigant a semblé prendre un caractère de plus en plus routinier et permanent dans les affaires de LIPA.

2. Remboursement contestable des factures de Navigant Consultant

Avec de nombreux consultants en mission chez LIPA qui vivent en-dehors de l'Etat, LIPA a supporté des dépenses importantes liées à leurs déplacements. Les ambiguïtés des termes du contrat concernant les dépenses de déplacement n'imposent aucune restriction ni ne limitent les dépenses. De plus, il n'apparaît pas clairement que LIPA ait pris des mesures pour réduire ces types de dépenses.

En novembre 2007, LIPA a remboursé 6 815,30 \$ au cabinet de conseil pour un séjour de 11 jours par un consultant dans un hôtel de la Ville de New York. Ce montant comprend un coût journalier d'hébergement d'environ 542 \$. Les directives actuelles utilisées par l'Etat de New York rendent obligatoire un plafond de 295 \$ par jour pour l'hébergement à Manhattan et une allocation de 71 \$ par jour pour les repas et autres dépenses.

Un consultant Navigant a facturé des dépenses de voyage de Washington, D.C. à Culebra, Porto Rico, notamment les frais d'un vol en hydravion de San Juan à l'île de la résidence. Le site web de Navigant indique que ce consultant est affecté au bureau de Washington, D.C. et aucune explication n'a été avancée quant au besoin d'un aller-retour concernant cette destination. Le Directeur Financier de LIPA lui-même a approuvé cette dépense.

LIPA a remboursé 400 \$ pour le renouvellement d'une licence d'ingénierie d'un consultant dans un autre Etat.

LIPA a payé 325 \$ de frais d'inscription à un aéro-club.

Après que la Commission a découvert les pratiques de facturation et de remboursement douteuses et a été informée par un témoin qu'il n'y avait pas d'audit de ces pratiques, le risque a été évoqué que si les pratiques étaient reliées, elles pouvaient donner lieu à une manoeuvre visant à frauder. Une fois ce seuil franchi, la Commission a pensé qu'un complément d'enquête externe était justifié pour déterminer si d'autres consultants Navigant suivaient des pratiques similaires. Si elles sont considérées frauduleuses, ces actions peuvent entraîner des violations des lois fédérales et d'Etat et c'est pour cette raison que la Commission Moreland renvoie l'affaire devant les procureurs pour complément d'enquête.

3. Problèmes de porte tournante

Au cours de la révision par la Commission du contrat de LIPA avec Navigant, il a été découvert que des employés de LIPA travaillaient avant chez Navigant sur le contrat LIPA et que d'anciens employés LIPA sont maintenant des consultants de Navigant. Ces relations pourraient violer la loi de l'Etat.

Michael Hervey, ancien Directeur des Opérations et Directeur Général Délégué de LIPA, est actuellement Directeur de l'Energie chez Navigant. M. Hervey a quitté LIPA en décembre 2012 après douze ans chez LIPA et a rejoint Navigant peu de temps après en janvier 2013. Employé chez LIPA comme Directeur des Opérations et Directeur Général Délégué, M. Hervey a révisé et approuvé plus de 15 millions de dollars facturés par Navigant à la Division des opérations de LIPA entre 2007 et 2012. En 2011 seulement, M. Hervey a approuvé 50% des 7,2 millions de dollars de factures émises à LIPA par Navigant. De plus, en 2010, M. Hervey a signé personnellement un contrat de 23 millions de dollars étendant les services sous contrat de Navigant pour 5 ans.

Jim Peterson, ancien Directeur des contrats d'énergie chez LIPA de 2001 à juillet 2008, est désormais Directeur chez Navigant et apparaît sur les tarifs Navigant à un coût de 353 \$ de l'heure pour des services de conseil.

David Clarke, Directeur des marchés de l'énergie chez LIPA, est passé de Navigant à LIPA en

septembre 2010. Lorsqu'il était chez Navigant, M. Clarke facturait ses missions à l'équipe des marchés de l'énergie de LIPA, la même équipe dans laquelle il travaille maintenant. Immédiatement après avoir rejoint LIPA, plusieurs factures Navigant concernant les marchés de l'énergie ont été adressées directement à M. Clarke et approuvées par son responsable, le Vice-Président des marchés de l'énergie.

John Little, Directeur de la tarification de LIPA, a quitté Navigant en 2009 pour rejoindre LIPA.

Cette porte tournante est particulièrement problématique puisque LIPA a manqué de contrôle centralisé pour réviser les honoraires de consultant et assurer une protection contre les conflits d'intérêts ou soupçons d'irrégularité possible.

4. Irrégularités financières

L'augmentation des frais de fourniture LIPA en 2011 a été mal calculée pour falsifier le fait que l'augmentation n'était pas de 1,9%, mais en réalité, d'environ 4,3%.

Les déclarations de LIPA de rembourser 4,2 milliards de dollars de dette en 2013 ont porté de manière répétée sur une représentation qui ne peut être considérée comme une liquidation de la dette.

De mauvaises pratiques comptables ont conduit LIPA à surfacturer ses clients de 231 millions de dollars de frais pour pertes en ligne erronés, ce qui est maintenant rectifié conformément à leurs déclarations publiques.

En somme, les problèmes liés à la facturation d'honoraires de consultants, de dépenses de voyages, de frais pour pertes en ligne de 231 millions de dollars, à l'augmentation de la surfacturation de fourniture, et la description de la liquidation de la dette, mettent en évidence un modèle de manque de supervision, de pratiques comptables irrégulières, de manque de transparence et une représentation peu orthodoxe du plan de gestion de la dette. Ces éléments soulèvent les questions importantes de la précision et de la fiabilité du rapport financier de LIPA et de la manière dont la société opère indépendamment des conditions de climat extrême.

Résumé des constatations de politique générale et recommandations

1. Programmes d'efficacité énergétique

La Commission a mis en évidence que le niveau de supervision des programmes d'efficacité énergétique de PSC ignore les meilleures pratiques, tendances et la performance globale du programme. Par exemple, PSC impose de lourdes exigences de rapport de données, mais ne dispose pas de base de données centralisée pour le suivi des données collectées ou de la performance du programme. PSC a également créé une situation où il y a plus de 100 programmes concurrentiels de NYSERDA et des services publics avec différentes règles, applications, et procédures pour y participer qui conduisent à induire en erreur le client et diminuent l'efficacité globale des programmes.

La Commission recommande que le niveau de surveillance de PSC/DPS soit redirigé pour mettre l'accent

sur le suivi de la performance des programmes, plutôt que les détails des programmes. Les recommandations suggérées dans le rapport comprennent :

- Examiner lesquels des 100 programmes sont les plus efficaces, consolider et éliminer les double emplois entre les programmes NYSERDA et ceux des services publics.
- Développer une plateforme IT pour suivre et évaluer l'efficacité des programmes.

2. Investissement dans les infrastructures des services publics

La Commission a reconnu la vulnérabilité des infrastructures de services publics en cas d'évènements de climat extrême et noté que leur renforcement était nécessaire à la lumière des récentes expériences. Cependant, elle a reconnu également le coût extraordinaire associé au renforcement et à la maintenance du réseau électrique de l'Etat de New York et le compromis avec des augmentations de tarifs. La Commission recommande que les investissements visant à renforcer les infrastructures soient ciblés et financés par des sources existantes en premier lieu, plutôt que par une augmentation des tarifs. Les recommandations suggérées dans le rapport comprennent :

- Réaliser une révision de la santé des infrastructures pour déterminer les zones à améliorer et maximiser l'efficacité des plans d'investissement dans les infrastructures.
- Diminuer l'incidence des tarifs en :

- o Redirigeant environ 500 millions de dollars de financement annuel d'une évaluation PSL § 18-a sur les services publics pour soutenir un investissement supplémentaire dans les infrastructures
- o Compléter ces fonds avec d'autres sources existantes ou un programme Feebate anti-ouragan

3. Représentation des intérêts des consommateurs

La Commission a déterminé que les usagers ne sont pas équitablement représentés devant PSC. Par exemple, la société PSC est exonérée des règles *ex parte* des agences d'Etat, garantissant aux services publics et lobbyistes un libre accès aux décideurs PSC, alors que la fonction de défense des consommateurs de l'Etat liée au service public d'électricité s'est effritée au cours des dernières années. Ainsi, la Commission a suggéré que la représentation des usagers devant PSC soit renforcée, notamment en :

- Supprimant l'exonération statutaire existante de PSC/DPS aux règles *ex parte* et en fixant des délais précis pour leur application et les sanctions pour violations.
- Créant un conseil des services publics pour les citoyens pour assurer que les intérêts des usagers sont défendus dans les procédures judiciaires et réglementaires.

Résumé des résultats d'enquête et recommandations

La Commission a identifié trois problèmes principaux communs à la préparation et la réponse des services publics de l'Etat aux récentes tempêtes. D'abord, la plupart des services publics n'ont pas fourni d'informations localisées, en temps et en heure, aux clients et municipalités concernant leur délai de rétablissement estimé (estimated time of restoration) (ETR), en partie en raison d'une utilisation limitée des technologies disponibles. Ensuite, les services publics dépendent de façon croissante d'une assistance mutuelle (les employés des services publics d'autres Etats), qui, en particulier lors d'évènements majeurs, n'est pas suffisante pour obtenir les équipes nécessaires, les autres services publics hésitant à envoyer des équipes tant que l'impact de la tempête dans leur propre région n'est pas connu. Cela crée un processus hautement concurrentiel pour que les services publics mobilisent d'autres ressources. Enfin, la Commission a mis en évidence que les services publics n'ont pas de procédures définies en place pour répondre aux évènements d'inondation à grande échelle. Les recommandations suggérées dans le rapport pour traiter ces domaines d'amélioration à l'échelle de l'industrie comprennent :

Les services publics doivent améliorer le développement et l'émission des délais de rétablissement estimé (ETR) de façon localisée et individuelle tout en gérant les attentes des clients concernant la fiabilité des premiers ETR mandatés

Identifier et former du personnel des services publics supplémentaire pour une assistance en cas de tempête

Les services publics doivent avoir une meilleure connaissance de la situation en :

- o Coordonnant avec les fournisseurs de câble pour tirer parti des capacités des réseaux de communication à deux voies
- o Rassembler des informations d'évaluation des dégâts de manière électronique (par ex, tablettes, PDA,)

Les services publics doivent vérifier les niveaux de personnel existants et évaluer l'impact d'une main d'oeuvre vieillissante sur leur capacité à répondre efficacement aux tempêtes majeures. Les services publics doivent s'engager dans des efforts à l'échelle de l'industrie pour résoudre les défaillances du processus d'entraide mutuel actuel

Considérer l'élargissement du rôle de la Garde Nationale dans son soutien aux efforts de rétablissement des services publics

Amender les codes de la construction de la Ville de New York et de l'Etat de New York pour codifier une procédure d'inspection et de certification homogène relative aux équipements électriques endommagés des clients, déclenchée par un évènement climatique grave.

Communiquer sur les procédures avec les administrations locales et les clients avant les évènements s' il existe un risque d'inondation

Officialiser l'emploi d'électriciens agréés ou d'autres inspecteurs formés pour une assistance à l'évaluation et l'isolement des clients concernés

La Commission a également recommandé des améliorations spécifiques aux services publics, dont :

Con Edison – Formaliser dans son plan d'entreprise sur les tempêtes côtières des actions pour résoudre les problèmes de ressources et coordonner avec le gouvernement pour identifier les sites des infrastructures cruciales

Orange et Rockland – Besoin d'une procédure officielle pour allouer des ressources entre Orange et Rockland et sa société soeur, Con Edison

Services publics d'électricité et de gaz de l'Etat de New York – Améliorer la fonctionnalité des centres de tempêtes, tels que le centre de service Brewster, et assurer que les centres ont des capacités de communication suffisantes

Services publics d'électricité et de gaz de Rochester – Besoin de former du personnel supplémentaire pour les évaluations des dégâts

Central Hudson – Améliorer les préparations d'avant tempête, et la planification pour les inondations

National Grid – Prendre les mesures pour renforcer la surveillance de la fonction de la planification des mesures d'urgence, notamment via l'ajout possible d'autres membres du personnel à l'équipe de planification des mesures d'urgence

###

Des informations supplémentaires sont disponibles sur www.governor.ny.gov
Etat de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418